

Leçon africaine pour la Grèce

Par **SERGE MICHAÏLOF**
Professeur à
Sciences-Po Paris

La révolte grecque face aux mesures d'austérité, en particulier face aux réductions des salaires et des retraites, nous rappelle une autre époque, celle des programmes d'ajustement structurels conduits dans la zone franc au cours des années 1980 et au début des années 1990. Dans les deux cas, une monnaie surévaluée et une mauvaise gouvernance économique ont conduit à une grave perte de compétitivité, des déficits des balances des paiements et une dramatique crise des finances publiques. Dans les deux cas, la tentative de résoudre le problème par un ajustement en termes réels, c'est-à-dire sans recours à la dévaluation de la monnaie, par une compression des salaires réels, des mesures d'austérité draconiennes et des transferts financiers apparemment généreux mais finalement insuffisants,

La Côte-d'Ivoire, autrefois fleuron de l'Afrique francophone, s'est enfoncée, dans les années 70 à 90, dans des crises dramatiques pour avoir tenté une politique d'ajustement qui a échoué.

a conduit à une impasse économique, financière et surtout politique. Dans les deux cas, un groupe de technocrates, largement coupés des réalités est aux commandes.

Impasse économique car le fond du problème, à savoir la grave perte de compétitivité de l'économie n'est pas traitée avec suffisamment de vigueur, car c'est tout simplement impossible. On ne peut pas, surtout dans un système démocratique, réduire de moitié les salaires nominaux. Impasse financière, car si l'on en croit le rapport confidentiel du FMI et de la Banque centrale européenne (BCE) cité dans *The Economist*, la récession provoquée par la politique d'ajustement menée en Grèce, qui entraîne déjà une chute du PIB de l'ordre 5,5% en 2011, conduira (et ceci après l'annulation de

50% de la dette bancaire consentie le 27 octobre) à un nouveau niveau d'endettement de l'ordre de 186% du PIB en 2013, niveau parfaitement insoutenable. Même le rapport de l'Institute of International Finance pourtant proche des milieux bancaires, chiffre à 122% du PIB la dette grecque en 2015. Impasse politique enfin, car c'est la crédibilité de toute la classe politique grecque qui est atteinte.

Observons la gravité de cette crise politique grecque et les risques qu'elle entraîne sur le long terme à la lumière des leçons africaines. Rappelons-nous que la Côte-d'Ivoire, autrefois fleuron de l'Afrique francophone, s'est enfoncée de la fin des années 1970 à 1994 dans une série de crises économiques et financières dramatiques, pour avoir en fait tenté contre vents et marées, comme la Grèce aujourd'hui, une longue politique d'ajustement en termes réels qui a systématiquement échoué. Le taux de pauvreté dans ce pays a triplé de 10% à 31% de 1985 à 1994 lorsque, enfin, une dévaluation bien trop tardive est intervenue. Il dépasse aujourd'hui 60% car la crise des années 1980 a provoqué une polarisation politique et une montée des extrêmes, débouchant sur les aventures et la gouvernance déplorable que l'on connaît avec le coup d'Etat de Robert Guéï, la prise de pouvoir du clan Gbagbo, l'expédition militaire de Soro, etc. L'entêtement du président Houphouët-Boigny, soutenu par la France dans cette erreur historique de politique économique, se paye encore au prix fort dans ce pays qui est loin d'être sorti de la zone des dangers.

Alors, pitié pour le peuple grec! Certes, le plan d'ajustement concocté par la France et l'Allemagne le 27 octobre apparaît généreux. Mais, si les prévisions du rapport confidentiel du FMI et de la BCE sont exactes, il est urgent de traiter au fond le problème. Celui-ci impliquera, si l'on veut que la Grèce reste dans l'euro et que sa démocratie ne s'effondre pas, une remise de dette encore plus ambitieuse, telle celle négociée par

le Mexique lors de sa crise de 1982, impliquant au-delà de l'annulation de 50% de la dette bancaire, des rééchelonnements massifs de la dette résiduelle. Il faudra, en sus, prévoir des transferts financiers très importants, sauver le système bancaire grec et éviter l'effondrement économique que provoquerait sa chute; mais aussi pour faire ce que par pingrerie l'on n'a pas su faire à l'époque en Afrique, veiller à sauver le système social grec, le fonctionnement des hôpitaux, des écoles, des universités. Si l'on se refuse à un tel effort, il ne faut pas alors rejeter la Grèce, mais l'aider à sortir de l'euro de façon ordonnée et non dans la pagaille.

Faire entrer la Grèce dans l'euro a été une colossale erreur de jugement dont nous portons la responsabilité. Nous ne pouvons pas laisser le peuple grec se débrouiller seul dans la panique d'une sortie de l'euro qui, mal gérée, risque de constituer une catastrophe nationale. On sait depuis le traité de Versailles qu'il ne faut pas punir les peuples pour les erreurs de leurs dirigeants. Un foyer durable d'instabilité politique en Grèce n'est pas dans l'intérêt de l'Europe. Nous nous rendons maintenant bien compte que si la BCE se refuse à jouer son rôle de banque centrale en se portant acheteur systématique de la dette publique des pays de la zone, tout en conditionnant cet appui par des exigences sévères en matière de réformes de politique économique, les jours de la zone euro sont désormais comptés. C'est maintenant à nos amis allemands et à Mario Draghi d'être raisonnables. En attendant, il est urgent de mobiliser les fonds structurels pour la Grèce et d'être beaucoup plus ambitieux pour réduire sa dette résiduelle. L'Afrique a attendu vingt ans avant que l'on se décide à l'inévitable, c'est-à-dire annuler sa dette. Epargnons au peuple grec les souffrances qu'ont connues les Africains au cours de ces vingt ans. Epargnons-lui surtout les aventures politiques que provoqueraient ces souffrances.

Athènes face à l'absolutisme européen



Par **BRUNO AMABLE**

Qui aurait souhaité démontrer le caractère antidémocratique de la construction européenne aurait pu difficilement trouver un meilleur exemple que l'histoire du référendum grec. Sa tenue à l'automne avait été annoncée en juin mais cela n'a pas empêché les principaux chefs d'Etat et tous les professionnels de l'intégrisme européen de feindre la surprise et de hurler au «coup de poker irresponsable», mettant en garde contre les «conséquences imprévisibles» (mais certainement abominables) qu'aurait un refus du plan «de sauvetage». On connaît la suite, après s'être vu imposer une reformulation de la question à poser, Georges Papandréou a finalement dû abandonner son projet au terme d'un processus particulièrement humiliant qui a révélé que la Grèce, à la différence de l'Islande, avait un statut de protectorat.

Il y eut aussi cette lettre envoyée le 5 août par le président de la Banque centrale européenne (BCE) et son successeur au Premier ministre italien (son homologue espagnol était destinataire d'une lettre semblable) dans laquelle les premiers, employant à cette occasion le ton qui convient pour indiquer à son majordome la liste des tâches quoti-

diennes, enjoignaient à Silvio Berlusconi de procéder aux sempiternelles réformes néolibérales: déréglementation du secteur des services, privatisation complète des services publics locaux, décentralisation au niveau de la firme des négociations salariales, abaissement du niveau de protection de l'emploi, durcissement des conditions d'accès à une retraite complète, baisse des salaires dans la fonction publique, instauration de procédures de coupes automatiques dans les dépenses publiques en cas de dépassement des objectifs de déficit, réforme de l'administration pour que celle-ci soit plus «amicale» envers le monde des affaires... Il était aussi précisé que tout ceci devait se faire dans les meilleurs délais: par décrets avec une ratification par le Parlement avant fin septembre.

La démarche des deux banquiers centraux de Francfort a au moins le mérite de dissiper l'hypocrisie habituelle sur ce qui relèverait des domaines communautaires, partagé ou national. Visiblement plus rien n'échappe à la compétence de la Banque centrale européenne. Lorsque celle-ci fut instaurée, comme une banque centrale

«indépendante», le traité de Maastricht lui interdit de «solliciter ou accepter» des instructions des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne. A l'évidence, ces derniers auraient dû prévoir une clause de réciprocité.

L'intégration européenne a donc d'abord conduit à l'abandon du contrôle de la politique commerciale puis à celui de la politique monétaire avec la création de l'euro. Comme la monnaie unique impose aux pays de la zone euro qui ont perdu en compétitivité (ceux du sud de l'Europe notamment) de chercher à la regagner par la baisse des salaires et des prix au moyen de politiques macroéconomiques restrictives qui mènent à la récession, accroissent le chômage, creusent les déficits publics, rendent les problèmes de dette publique plus difficiles à résoudre et accroissent la fragilité financière, l'abandon de la maîtrise de la politique budgétaire est presque réalisé. Et le renoncement à la conduite de politiques structurelles, de politiques de l'emploi ou de politiques sociales qui s'écarteraient de la saignée néolibérale est en très bonne voie.

Il y a alors une erreur de raisonnement

à penser que la situation actuelle, qui voit par exemple les Indignés occuper Wall Street plutôt que manifester devant la Maison Blanche, témoigne du recul de la politique face à l'économie. Ce que cela représente, en fait, c'est le recul de la démocratie électorale face à une nouvelle forme de politique, non démocratique. Elle est menée en Europe par des technocrates qui se sont certes garantis une indépendance à l'égard du *demos*, mais n'en mènent pas moins une action politique au sens où les décisions qu'ils prennent, comme les mesures ou les législations qu'ils contraignent les gouvernements à adopter, favorisent ou protègent certains intérêts, notamment financiers, au détriment d'autres intérêts. De même qu'il n'est pas de pire idéologie que celle de l'absence d'idéologie, il n'est pas de politique plus hypocrite que celle qui se dissimule derrière l'«apolitisme» techniciste ou des «contraintes» qu'on a soi-même contribué à ériger. Abandonner la politique à la bureaucratie néolibérale est bien la dernière bêtise à faire en Europe.

Bruno Amable est professeur de sciences économiques, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, membre de l'Institut universitaire de France.